

POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ, INVERSONS LA TENDANCE

Faire de chaque citoyen un acteur conscient

ATTAQUES contre les droits démocratiques. insécurité sociale croissante, dégradation des services publics et recul de l'Etat-providence, sous l'effet de politiques soumises aux diktats d'une adaptation de notre société aux exigences de la mondialisation libérale, depuis des années à des degrés divers c'est le résultat des politiques libérales et sociales libérales. Voilà 4 ans maintenant que la droite est revenue aux affaires, ce sont quatre ans qui n'ont fait qu'aggraver la situation, 4 ans de reculs aussi dans le domaine environnemental, avec un gouvernement qui s'est érigé en syndicat des lobbies de la chasse, des bétonneurs du littoral, de la route, de l'industrie chimique, du nucléaire, des OGM, et qui brille par son inaction face aux changements climatiques et à la crise de l'énergie. Quatre ans de contre-réformes.

CETTE ENTREPRISE de démolition a été menée avec constance, en dépit des oppositions qu'elle n'a cessé de rencontrer parmi les classes défavorisées et une partie des classes moyennes, grandes victimes de cette politique, ce qui montre le peu de cas que ce gouvernement fait de la démocratie. Mais pouvions-nous en douter ? Lorsque nos dirigeants ne cessent de marteler, jour après jour, et les

media derrière eux, que c'est l'économie qui commande et que le politique ne peut rien faire, si ce n'est à la marge, il n'est pas étonnant que la politique suscite une défiance croissante chez le citoyen.

ET POURTANT, contrairement à ce que l'on entend souvent, nos concitoyens manifestent en maintes circonstances leur intérêt pour le débat et pour l'action collective, même s'ils le font en dehors des partis politiques et des institutions: ainsi, les banlieues défavorisées ne sont pas seulement des lieux de désespérance, elles témoignent souvent d'une grande richesse d'initiatives; et regardons avec quel "appétit" de débat la société s'est saisie du projet de traité constitutionnel pour l'Europe, ou encore l'intérêt que suscitent les projets d'aménagement et les choix publics qui touchent à notre vie quotidienne.

ON PARLE BEAUCOUP de la crise de la politique. Pourtant, face aux urgences actuelles, nous avons besoin plus que jamais de politique. Ce qui est en cause en réalité, c'est notre modèle étrié de démocratie représentative, qui érige un mur entre "dirigeants" et "dirigés" et qui a peur des citoyens conscients. C'est le politique lui-même qui se discrédite, lorsqu'il s'efface devant l'économie et les

experts, censés dicter les seules solutions possibles, en l'absence de tout débat démocratique. Si, en effet, il n'y a qu'une seule réponse possible, s'il n'y a plus de projet, à quoi sert donc le politique ?

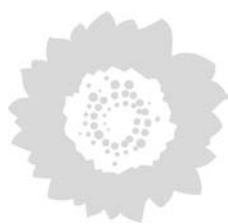
NOUS NE VOULONS PLUS de cette politique-là. Nous voulons donner à la politique le rôle qui devrait être le sien dans la société : donner du sens à notre vie commune, permettre à chacune et à chacun d'entre nous de se retrouver dans une aventure collective. Pour cela, la politique ne peut plus rester le domaine réservé de professionnels de la politique, elle doit être largement partagée : c'est pourquoi les citoyens doivent se réapproprier le pouvoir de décision.

RENDRE CE POUVOIR au citoyen, c'est d'abord lui assurer une vie décente, car personne ne peut remplir vraiment son rôle de citoyen s'il vit dans l'angoisse du lendemain, c'est reconnaître sa dignité et sa valeur quelle que soit sa situation.

C'EST DONNER à une vie associative riche et indépendante les moyens de se développer.

C'EST AUSSI PRÉSERVER et développer les services publics, en démocratiser profondément la gestion, au plus près des personnes intéressées.

POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ, INVERSONS LA TENDANCE !



C'EST REFUSER que le travailleur perde sa qualité de citoyen lorsqu'il franchit la porte de l'entreprise.

C'EST INSTAURER à tous les niveaux la démocratie participative, en permettant à chacun de participer à l'élaboration des décisions qui le concernent, c'est accepter les débats publics contradictoires sur toutes les grandes questions de société, au lieu de décider dans le secret.

C'EST ENFIN DÉMOCRATISER les institutions de notre République, renforcer la décentralisation en lui donnant des règles claires et les moyens réels de son exercice, généraliser les évaluations des politiques publiques et rendre compte aux citoyens de l'action de ses élus, assurer le renouvellement des représentants politiques en interdisant tout cumul de mandats et en limitant le cumul continu de ceux-ci dans le temps.

NOUS VOULONS promouvoir cette autre conception de la politique. L'approfondissement de la démocratie conditionne aujourd'hui la capacité de la société à maîtriser son avenir, au lieu d'être le jouet des forces économiques dominantes.

Répondre aux urgences

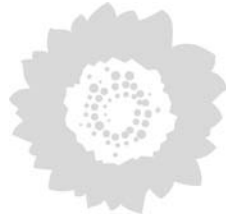
Il n'y a pas de temps à perdre. Notre société est confrontée à des urgences, environnementales, sociales et démocratiques :

URGENCE ENVIRONNEMENTALE à l'échelle planétaire, avec les changements climatiques dus aux émissions de gaz à effet de serre, dont nous commençons à ressentir les conséquences dramatiques ; avec les prémices de la fin de l'ère du pétrole et de l'énergie à bon marché ; avec les pollutions qui dégradent les milieux de vie, jusqu'aux points les plus reculés de la terre ; avec la disparition accélérée des espèces animales et végétales qui, par son ampleur, s'apparente à une nouvelle grande extinction ; avec les risques pour l'alimentation et la santé des sociétés humaines, résultant de

l'appropriation par quelques firmes multinationales des biens communs comme l'eau, les ressources naturelles et les tentatives de mainmise sur le vivant, comme en témoignent les combats sur les brevets et sur les OGM ; menaces encore liées à la fuite en avant du nucléaire, où les fins civiles et militaires sont étroitement liées.

L'avenir ne sera soutenable pour tous les habitants de la planète que si une décroissance de l'empreinte écologique des pays riches est amorcée : décroissance de l'exploitation des ressources non renouvelables, des profits et des revenus des 20 % les plus aisés, de la fabrication et de la vente d'armes, du gaspillage énergétique, des transports routiers et aériens...

URGENCE SOCIALE, avec la généralisation progressive de la précarité économique et sociale et l'attaque en règle contre le code du travail, le développement de nouvelles pauvretés et des mécanismes d'exclusion, en particulier pour l'accès au logement, à l'éducation et aux soins, la dégradation et la privatisation des services publics, le recul des protections sociales et des dispositifs de solidarité. Les capacités publiques d'intervention sont menacées par la pression croissante qui s'exerce sur les ressources de l'Etat et des autres collectivités publiques, pour deux raisons principales : la diminution de la fiscalité sur les entreprises, conséquence de la liberté de circulation des capitaux, qui met les Etats en concurrence les uns avec les autres et conduit à



un alignement des taux d'imposition vers le bas; la réduction spectaculaire de la part des salaires par rapport à celle des profits au cours des 20 dernières années, qui a réduit d'autant les rentrées fiscales et les cotisations assises sur les salaires et sur la consommation.

URGENCE DÉMOCRATIQUE, face aux politiques et aux lois liberticides de ces dernières années, qui réduisent les droits de la défense, organisent la discrimination entre les différents groupes sociaux en s'attaquant prioritairement aux plus faibles et en s'efforçant d'opposer les pauvres entre eux, coupent les vivres aux associations facteurs de lien social, abandonnent les politiques préventives au profit des réponses policières répressives, comme on l'a vu avec l'instauration de l'état d'urgence dans les banlieues défavorisées, engage une politique de l'immigration indigne, au mépris des droits des travailleurs migrants et de leurs familles.

Cette situation appelle des réponses urgentes

BIEN SÛR, il nous faudra revenir sur les réformes régressives imposées par ce gouvernement, mais cela ne peut tenir lieu de projet. Au fond, la question à laquelle nous sommes confrontés et qui fait débat entre les écologistes et les différents courants de la gauche est la suivante, c'était déjà la même en 1997 et en 2002 : pouvons-nous régler les grands

problèmes du monde actuel dans le cadre d'un système économique mû par la seule logique du profit et qui tend à transformer tout ce qu'il touche en marchandise, jusqu'à la culture et l'air que l'on respire, un système qui érige en valeur suprême la concurrence de tous contre tous, qui méprise la peine des êtres humains comme la beauté de la nature, pourvu qu'il y ait quelque argent à prendre ? Pouvons-nous nous contenter d'aménager ce système qui montre tous les jours sa faillite, afin de le rendre plus acceptable, ou faut-il rompre progressivement, mais résolument, avec sa logique, en opposant la volonté politique à la fatalité économique ? Pour nous, c'est cette dernière voie qu'il faut prendre, et c'est l'objet des propositions que nous faisons pour la prochaine législature.

L'ORIGINE des crises, en France comme dans les autres pays européens et dans le reste du monde, réside en effet dans notre modèle de développement lui-même.

CE MODÈLE de développement capitaliste détruit toutes les barrières à la libre circulation des capitaux et des marchandises ; il couvre désormais la terre entière et met en concurrence les travailleurs des différents pays, tendant à aligner les salaires et les conditions de travail vers le bas. C'est ce qui explique qu'une partie des salariés s'appauvrit, au moment même où les profits des grandes firmes atteignent des niveaux records.

CE MODÈLE, qui méprise les travailleurs, gaspille les ressources naturelles et s'accompagne de pollutions croissantes, dont la charge repose sur la société, car il est productiviste par nature, il est fondé sur la production sans limite, quels que soient l'intérêt et l'usage de ses produits. Dégradation de l'environnement et régression sociale vont de pair, elles sont liées comme les deux faces d'une même médaille.

LES EXEMPLES de ces gaspillages peuvent être cités à profusion : multiplication des transports inutiles, lorsque les différents constituants d'un pot de yaourt traversent l'Europe entière avant d'aboutir sur les étals du supermarché ; ou encore, subvention d'une main à des activités polluantes, tandis que de l'autre on dépense des sommes importantes pour traiter la pollution. Où est, dans tout cela, la création de richesses pour la société ?

NOUS DEVONS nous attaquer à ce modèle de développement qui a fait son temps, en réorienter radicalement les objectifs pour aller vers une société économe de ses ressources, plaçant le développement de l'être humain au cœur de ses finalités, en agissant pour cela à toutes les échelles d'intervention possibles : au niveau mondial, européen, national, local. Nous sommes porteurs de ce projet de transformation.

POUR CELA, l'action publique est indispensable, mais elle ne suffit pas, elle ne peut réussir que si elle

POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ, INVERSONS LA TENDANCE !



s'appuie sur l'action consciente des citoyens, sur les mobilisations altermondialistes qui se développent dans les différents pays, sur l'action des syndicats dans l'entre-

prise, sur le tissu associatif, sur les initiatives dans les quartiers, sur les comportements civiques de chacune et de chacun d'entre nous dans tous ses gestes quotidiens.

LA SOCIÉTÉ ne se change pas par décret, le changement sera une œuvre collective : le changement que nous voulons est l'affaire de touTEs.

Ce que nous voulons changer

COMMENT engager ces transformations et que proposons-nous dans notre projet pour la prochaine mandature ?

C'EST EN CONSTRUISANT des alliances à tous les niveaux, mondial, européen et national que nous pourrions promouvoir un modèle de développement alternatif à la mondialisation libérale. Tel est notre premier objectif.

AU NIVEAU NATIONAL, le projet des Verts propose un ensemble de réformes visant à engager la transformation de notre modèle de développement, au delà de l'abrogation des dispositions scélérates prises par la droite au pouvoir. Même si une seule législature ne peut suffire à opérer ce changement, il s'agit de franchir dans les cinq prochaines années une première "marche", qui apporte des avancées significatives en réponse aux urgences, autour des objectifs suivants :

- Mettre l'écologie au cœur des politiques publiques – énergie, transports, amé-

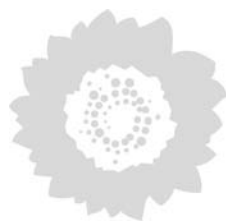
nagement du territoire, protection de la nature, santé, agriculture, etc. – afin de tendre vers une société plus sobre, économe en ressources, réduisant son empreinte écologique, agissant selon les principes de précaution et de prévention au lieu de se borner à réparer les dégâts, relocalisant les activités économiques et où les territoires maîtrisent leur développement.

- Vers une société de "pleine activité" et vers un revenu d'existence pour tous, afin de garantir une réelle autonomie des personnes, sécuriser les parcours professionnels, reconnaître l'apport de chacun à la collectivité à travers toutes sortes d'activités sociales. En même temps, les salariés se verront reconnaître des droits nouveaux dans l'entreprise ; les entreprises publiques, dont la gestion sera profondément démocratisée et les différentes formes d'économie sociale et solidaire seront les principaux vecteurs de ces transformations.

- Des mêmes droits pour tous et sur tout le territoire, par la lutte contre les discriminations, par des politiques garantissant l'accès au logement, à la santé, à l'éducation. La révolte de novembre 2005 est le révélateur d'un apartheid urbain et social dont l'éradication doit être l'un des objectifs essentiels d'une politique de transformation.

- Ces changements passent par une démocratisation de l'Etat, dans son fonctionnement, dans la préparation des décisions, dans le développement d'évaluations publiques des politiques, dans sa fiscalité. Cette réforme doit se manifester à travers le passage à une VI^e République fondée sur l'initiative citoyenne, la démocratie participative et le renforcement des droits du Parlement.

AU NIVEAU EUROPÉEN, les Verts constatent que le refus par les peuples français et néerlandais du Traité constitutionnel pour l'Europe a fait apparaître au grand jour la crise de sens du projet de



construction européenne, bâti sur l'édification d'un vaste marché commun. La relance de la construction européenne est inséparable de la définition d'un autre modèle de développement, celui d'une Europe écologique, sociale, démocratique et solidaire.

Nous devons avancer parallèlement sur deux plans :

- Travailler à réorienter profondément les politiques communautaires, pour donner une véritable reconnaissance aux services publics et reconnaître leur primauté sur le droit de la concurrence, protéger les droits sociaux et harmoniser la fiscalité, mettre l'écologie au centre des politiques dans le domaine des transports, de

l'énergie, de l'agriculture, donner corps à une citoyenneté européenne pour tous les résident-e-s.

- Ouvrir un débat citoyen à l'échelle de l'Europe pour redéfinir les fondements de l'Union, à travers une constitution qui ne traite pas des contenus des politiques, mais qui définit les valeurs, les droits humains fondamentaux, les règles du jeu démocratiques et qui reconnaisse la primauté du principe d'intérêt général sur le droit de la concurrence et du principe de précaution contre la fuite en avant productiviste.

AU NIVEAU MONDIAL, les Verts proposent de :

- Mener une politique de paix et lutter contre la prolifération et pour l'élimination de toutes les armes de destruction massive.

- Construire un monde multipolaire fondé sur une démocratisation des institutions internationales.

- Manifester notre solidarité avec les peuples des autres pays, sans nous laisser opposer les uns aux autres par la concurrence organisée par les firmes multinationales.

- Œuvrer à de nouvelles règles du jeu au plan mondial, afin d'encadrer la circulation des capitaux et des marchandises : ce n'est pas à l'OMC de dicter sa loi, la libre circulation des marchandises doit être subor-

donnée à la reconnaissance de la notion de biens communs (eau, santé, culture, éducation...) et au respect de règles sociales, environnementales, sanitaires et culturelles, sous peine d'alignement des sociétés vers le bas.

- Réorganiser l'architecture des institutions internationales et soumettre la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'OMC à l'ONU et aux normes de l'Organisation Internationale du Travail, de l'Organisation Mondiale de la Santé, de l'UNESCO et d'une Organisation Mondiale de l'Environnement à créer.

- Reconnaître le droit des pays et des grandes régions du Sud à assurer leur souveraineté alimentaire.

- Annuler inconditionnellement la dette des pays les moins avancés et reconstruire les relations avec ces pays sur la base d'une coopération solidaire.

Certaines de ces décisions peuvent être prises de manière unilatérale, les autres donnent le sens de l'action que nous développerons au plan international.

Changer la société et le quotidien de nos vies, oui c'est possible !

Se réapproprier les choix de société, réorienter et reconvertir l'économie, relocaliser les activités, redistribuer les richesses, tel est le projet que nous soumettons au débat pour 2007.